

## Biodiversité : l'urgence silencieuse



**Jean-Michel Severino**  
Directeur général de l'Agence française de développement

Plusieurs étapes ont récemment été franchies vers la création d'un organisme scientifique intergouvernemental sur la biodiversité et les écosystèmes, sur le modèle du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Cette avancée est l'aboutissement d'un long processus, dans lequel la France a joué depuis l'origine un rôle essentiel.

En progressant sur cette voie, la communauté internationale donne à cette question tout l'intérêt qu'elle mérite. Car tandis que la mobilisation sur le dossier du réchauffement climatique a connu des progrès considérables, la protection de la biodiversité est longtemps demeurée le

**“Les pays pauvres, plus vulnérables aux aléas climatiques, et dont le capital économique repose largement sur leur environnement, sont les premières victimes de l'érosion de ce capital naturel qu'est la biodiversité. On estime que celui-ci représente un quart de leur richesse totale, contre seulement 3% dans nos économies.”**

parent pauvre du développement durable. Cette manne naturelle connaît pourtant un déclin accéléré : le taux d'extinction actuel, selon les espèces, est de 100 à 1 000 fois plus élevé que le taux d'extinction naturelle. Les conséquences de cette détérioration appellent des réponses rapides et coordonnées. Car si la biodiversité nous évoque spontanément la protection du tigre blanc du Bengale ou de certaines plantes rares, elle renvoie aussi, fondamentalement, à l'équilibre d'écosystèmes essentiels à la vie et à l'activité humaine. A mesure de son érosion, nous découvrons ainsi la gamme des fonctions écologiques de

la biodiversité. Si la nature a depuis toujours occupé des fonctions d'approvisionnement (nourriture, médecine traditionnelle), de support (habitat) ou culturelles, elle fournit aussi des services irremplaçables de régulation du climat, des crues, de l'érosion. La biodiversité joue donc à la fois un rôle préventif et un rôle assurantiel, permettant aux sociétés de s'appuyer sur un portefeuille de garanties naturelles pour surmonter les chocs qui les frappent.

Or, les pays pauvres, plus vulnérables aux aléas climatiques, et dont le capital économique repose largement sur leur environnement, sont les premières victimes de l'érosion de ce capital naturel. On estime que celui-ci représente un quart de leur richesse totale, contre seulement 3% dans nos économies. La déforestation accélérée pèse sur les ressources des populations traditionnelles et affecte le potentiel d'exploitation économique future, de même que la baisse de fertilité des sols dans les régions sahéliennes entraîne des pertes de rendement agricole. En ces temps de crise alimentaire mondiale, on ne saurait trop insister sur l'impact des écosystèmes sur l'agriculture, notamment africaine.